

**Art. 2.** Le décret du 30 avril 2009 modifiant le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication entre en vigueur avec effet rétroactif en même temps que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication.

**Art. 3.** Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2372

[2009/202853]

**27 MEI 2009.** — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de inwerkingtreding van het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, zoals vervangen door het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, inzonderheid op artikel 7, § 3;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet

Gelet op het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, zoals vervangen door het decreet van 6 november 2008, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën treedt in werking met terugwerkende kracht op hetzelfde ogenblik als het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën.

**Art. 3.** De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

---

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2373

[2009/202864]

**27 MAI 2009.** — **Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S."**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S." notamment les articles 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2, alinéa 2, et 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon, du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé "I.D.E.S.S.", notamment les articles 2, alinéas 2, 3 et 5, 3, § 1<sup>er</sup>, 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis n° A 965 du Conseil économique et social de la Région wallonne, adopté le 9 février 2009;

Vu l'avis n° A. 973 du Conseil wallon de l'Economie sociale marchande, adopté le 13 mars 2009;

Vu l'avis remis le 25 mars 2009 par la Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie repris dans l'avis Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne visé ci-après;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 46.505/2, donné le 18 mai 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du patrimoine,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", la phrase "Elle peut également adopter la forme prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), c) et d), du décret uniquement si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>." est remplacé par "Elle peut également adopter la forme prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), b), c) et d), du décret uniquement si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>."

**Art. 2.** A l'article 2, alinéa 3, du même arrêté, la phrase "Elle peut également adopter la forme prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), c) et d), du décret uniquement si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>." est remplacé par "Elle peut également adopter la forme prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), b), c) et d), du décret uniquement si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>."

**Art. 3.** A l'article 2, alinéa 5, du même arrêté les mots "a), c) et d), du décret" sont remplacés par les mots "a) à d) du décret".

**Art. 4.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

5<sup>o</sup> les personnes qui résident en Région wallonne et qui sont âgées de plus de 65 ans à la date de leur demande de recourir aux services de proximité à finalité sociale;

6<sup>o</sup> les personnes qui résident en Région wallonne et qui, soit :

a) sont enregistrées en tant que "personnes handicapées" en tant que telles à l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, à la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", au Service bruxellois francophone des Personnes handicapées ou à la "Dienststelle für Personen mit Behinderung";

b) bénéficient d'une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration, sur base de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

c) sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction Générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;

d) sont victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle pouvant certifier d'une incapacité de travail permanente d'au moins 66 % par une attestation du Fonds des Accidents du Travail, du Fonds des Maladies professionnelles ou du service médical compétent dans le cadre de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public ou un régime équivalent;

e) sont victimes d'un accident de droit commun qui peut certifier d'une incapacité permanente d'au moins 66 % à la suite d'une décision judiciaire;

f) sont en possession d'une attestation de reconnaissance en invalidité délivrée par leur organisme assureur ou par l'INAMI;

7<sup>o</sup> les personnes qui correspondent à la définition de famille monoparentale qui ne dépassent pas un revenu de € 1.740,15 brut par mois et qui perçoivent des allocations familiales ordinaires."

**Art. 5.** A l'article 3, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>".

**Art. 6.** A l'article 3, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>".

**Art. 7.** A l'article 3, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>".

**Art. 8.** A l'article 3, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>".

**Art. 9.** A l'article 3, § 8, les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "Les bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>".

**Art. 10.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, est inséré un alinéa 5 :

"Après avis de la commission portant sur la nature des services précédemment prestés, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer les subventions visées aux alinéas 2 et 3 aux travailleurs engagés sous le statut visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a et c, du décret par une I.D.E.S.S. qui prestait des services de proximité à titre expérimental avant l'entrée en vigueur du décret. L'employeur devait bénéficier, avant son agrément I.D.E.S.S., pour ces travailleurs :

- soit des dispositions du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnel;

- soit des dispositions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a et c, du décret."

**Art. 11.** L'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

"La subvention sera portée à 12.500 euros, à condition que :

1<sup>o</sup> l'I.D.E.S.S. occupe au moins trois travailleurs (calculés en équivalents temps plein) qui répondent aux conditions telles que définies à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a, b, c, du décret susmentionné;

2<sup>o</sup> cette subvention soit consacrée à l'acquisition de véhicules adaptés aux personnes âgées, telles que visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté, ou à mobilité réduite, ou à l'adaptation de véhicules existant;

3<sup>o</sup> cette subvention n'ait pas encore été obtenue précédemment."

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 10 juin 2009.

**Art. 13.** Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J-C. MARCOURT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2373

[2009/202864]

27 MEI 2009. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S."**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten, afgekort : "I.D.E.S.S.", inzonderheid op de artikelen 1, tweede lid, 2, tweede lid, en 12°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.", inzonderheid op de artikelen 2, lid 2, 3 en 5, § 2, eerste lid, en 11, § 1, eerste lid;

Gelet op het advies A 965 van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), aangenomen op 9 februari 2009;

Gelet op het advies A. 973 van de "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Waalse Raad voor Sociale Handelseconomie), aangenomen op 13 maart 2009;

Gelet op het advies uitgebracht op 25 maart 2009 door de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Unie van de Steden en de Gemeenten van Wallonië opgenomen in het hierna bedoelde advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2009;

Gelet op het advies nr. 46.505/2 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.", wordt de zin "Ze kan ook de vorm aannemen die bedoeld wordt in artikel 1, 1°, a), c) en d), van het decreet maar enkel als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°" vervangen door "Ze kan ook de vorm aannemen die bedoeld wordt in artikel 1, 1°, a), b), c) en d), van het decreet maar enkel als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°".

**Art. 2.** In artikel 2, derde lid, van hetzelfde besluit wordt de zin "Ze kan ook de vorm aannemen die bedoeld wordt in artikel 1, eerste lid, 1°, a), c) en d), van het decreet maar enkel als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°" vervangen door "Ze kan ook de vorm aannemen die bedoeld wordt in artikel 1, eerste lid, 1°, a), b), c) en d), van het decreet maar enkel als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°".

**Art. 3.** In artikel 2, vijfde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "a), c) en d) van het decreet" vervangen door de woorden "a) tot d) van het decreet".

**Art. 4.** Artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

5° hetzij de personen die in het Waalse Gewest verblijven en die meer dan 65 jaar oud zijn op de datum van hun aanvraag om een beroep te doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel;

6° hetzij de personen die in het Waalse Gewest verblijven en die ofwel :

a) als dusdanig geregistreerd zijn als "gehandicapte personen" bij het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van Gehandicapte Personen), bij het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", bij de Brusselse Franstalige Dienst voor gehandicapte personen of bij de "Dienststelle für Personen mit Behinderung";

b) in aanmerking komen voor een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage op grond van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c) in het bezit zijn van een attest afgegeven door de Algemene Directie Gehandicapte Personen van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor de toekenning van de sociale en fiscale voordelen;

d) slachtoffer zijn van een arbeidsongeval of van een beroepsziekte en die het bewijs kunnen voorleggen van een blijvende arbeidsongeschiktheid van ten minste 66 % afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen, door het Fonds voor Beroepsziekten of de bevoegde geneeskundige dienst in het kader van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector of in een gelijkwaardig stelsel;

e) slachtoffer zijn van een ongeval van gemeen recht dat het bewijs kan voorleggen van een blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 % naar aanleiding van een gerechtelijke beslissing;

f) in het bezit zijn van een attest van blijvende invaliditeitserkenning afgeleverd door zijn verzekeringsinstelling of door het RIZIV;

7° hetzij de personen die met de begripsomschrijving van eenoudergezin overeenstemmen, die een bruto-inkomen van hoogstens € 1 740 per maand hebben en die gewoonlijk kinderbijslag ontvangen.”

**Art. 5.** In artikel 3, § 3, eerste lid, worden de woorden “De begunstigden bedoeld in § 1, 3° en 4°,” vervangen door de woorden “De begunstigden bedoeld in § 1, 3° tot 7°”.

**Art. 6.** In artikel 3, § 5, eerste lid, worden de woorden “De begunstigden bedoeld in paragraaf 1, 3° en 4°,” vervangen door de woorden “De begunstigden bedoeld in § 1, 3° tot 7°”.

**Art. 7.** In artikel 3, § 6, eerste lid, worden de woorden “Alleen de begunstigden bedoeld in paragraaf 1, 3° en 4°,” vervangen door de woorden “Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3° tot 7°”.

**Art. 8.** In artikel 3, § 7, eerste lid, worden de woorden “Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3° en 4°,” vervangen door de woorden “Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3° tot 7°”.

**Art. 9.** In artikel 3, § 8, worden de woorden “Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3° en 4°,” vervangen door de woorden “Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3° tot 7°”.

**Art. 10.** In artikel 11, § 1, wordt er een vijfde lid ingevoegd :

“Na advies van de commissie over de aard van de tevoren verleende diensten kan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar ook de in het tweede en in het derde lid bedoelde subsidies toekennen aan de werknemers die onder het statuut bedoeld in artikel 1, 3°, a) en c), van het decreet in dienst zijn genomen door een “I.D.E.S.S.” die buurtdiensten bij wijze van experiment verstrekte vóór de inwerkingtreding van het decreet. Voor die werknemers moest de werkgever voor zijn erkenning als “I.D.E.S.S.” in aanmerking komen voor :

- ofwel de bepalingen van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;
- ofwel de bepalingen bedoeld in artikel 1, 3°, a) en c) van het decreet.”

**Art. 11.** Artikel 11, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

“De toelage wordt op 12.500 euro verhoogd op voorwaarde dat :

1° de “I.D.E.S.S.” minstens drie werknemers (berekend in voltijds equivalenten) in dienst neemt, die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 1, 3°, a, b, c, van bovenvermeld decreet;

2° die toelage gebruikt wordt voor de aankoop van voertuigen aangepast aan de bejaarden, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, van het besluit, of aan de personen met beperkte beweeglijkheid, of voor de aanpassing van bestaande voertuigen;

3° die toelage nog niet tevoren is ontvangen.”

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 10 juni 2009.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2374

[2009/202814]

**3 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 établissant la liste des biens immobiliers visés à l'article 8bis du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, inséré par le décret du 4 février 1999**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 2°, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, notamment l'article 8bis inséré par le décret du 4 février 1999 modifié par le décret du 27 novembre 2003 et par le décret-programme du 23 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 établissant la liste des biens immobiliers visés à l'article 8bis du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001, du 19 décembre 2002 et du 14 décembre 2006;